

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
Pôle Déchets - Matériaux  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 11/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Ortec Générale de Dépollution (Valorterre) - Les Milles**

PARC DE PICHAURY,  
550 RUE PIERRE BERTHIER,  
13290 Aix-En-Provence

Références : D-2026-0147  
Code AIOT : 0006400018

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement Ortec Générale de Dépollution (Valorterre) - Les Milles implanté 1620 CHE DE LA COURONNADE 13290 Aix-en-Provence. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Ortec Générale de Dépollution (Valorterre) - Les Milles
- 1620 CHE DE LA COURONNADE 13290 Aix-en-Provence
- Code AIOT : 0006400018
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière d'argile, autorisé au traitement et au stockage (2760-3) de déchets inertes dits "facteur 3" (pour tous les paramètres de l'annexe II de l'AM du 12/12/2014).

Le site a admis et stocké par le passé des déchets dits K3++ (activité de stockage de déchets dits "pseudo-inertes", alors autorisée sous la rubrique 2760-2), ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

Site faisant l'objet d'une surveillance des eaux souterraines.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Registres et Plans	Arrêté Préfectoral du 28/12/2012, article 3.1.10	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Connaissance des produits, étiquetage	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 3.3.	Sans objet
2	Renouvellement des Garanties Financières	Arrêté Préfectoral du 28/12/2012, article 1.6.4	Sans objet
3	Bilan Annuel - Empoussièrément	Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 2.3	Sans objet
4	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 28/12/2012, article 2.5.1	Sans objet
6	Niveaux Acoustiques	Arrêté Préfectoral du 28/12/2012, article 7.2	Sans objet
7	Retentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 28/12/2012, article 8.4.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé deux non-conformités :

1. Stockage non conforme de 2 125 L de produits polluants (lubrifiants, huiles, liquides non identifiés) : absence de rétention et d'étiquetage, avec exposition aux intempéries. Correction vérifiées lors de la visite du 09/03/2026 : mise en rétention, cuve double peau, et

étiquetage complet.

2. Défauts documentaires (plan incomplet : absence d'altimétrie, limites d'extraction, parcelles cadastrales, et bords de fouilles).

Les autres points (empoussièrement, bruit, incident de ravinement) sont conformes ou clos (actions correctives validées). Seule la fourniture d'un plan conforme reste à finaliser.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Connaissance des produits, étiquetage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 3.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution de l'environnement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail.  Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection constate qu'une partie des contenants de liquides susceptibles de polluer l'environnement ne sont pas étiquetés, en méconnaissance des exigences réglementaires relatives à l'identification des produits dangereux ou polluants. Les éléments suivants sont notamment observés: <ul style="list-style-type: none"><li>• douze bidons de 25litres d'huile moteur, d'après l'exploitant, non étiquetés</li><li>• un grand récipient vrac contenant environ 800litres d'un liquide biphasique non étiqueté (mélange de vidange d'huile moteur et autres liquides, selon l'exploitant)</li><li>• un fût de 200litres d'un produit non identifié, non étiqueté</li><li>• un fût de 200litres d'huile moteur, d'après l'exploitant, marque Excel, non étiqueté</li></ul> L'absence d'étiquetage ne permet pas l'identification des produits ni la connaissance de leurs dangers, ce qui compromet la mise en œuvre des mesures de prévention, de manipulation et d'intervention adaptées. Postérieurement à la visite, par courriel du 20/02/2026, l'exploitant indique avoir engagé des actions correctives et transmet une partie des pièces justificatives. Il précise notamment: «Concernant la zone de l'atelier, nous avons recensé les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• liste des produits,</li><li>• quantités,</li><li>• lieux de stockage,</li><li>• disponibilité des FDS.»</li></ul> Lors d'une visite de suivi qui s'est tenue le 9 mars 2026, l'inspection constate que l'étiquetage des différents contenants a été réalisé. La non-conformité relevée est donc considérée comme satisfaite.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 2 : Renouvellement des Garanties Financières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/12/2012, article 1.6.4

**Thème(s) :** Situation administrative, Garanties Financières

**Prescription contrôlée :**

Les éléments de calcul du montant de la garantie financière à constituer pour les périodes quinquennales suivantes sont transmis au préfet au moins six mois avant la fin de la période.

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection constate que l'exploitant dispose de garanties financières conformes, souscrites auprès d'un garant, et valides jusqu'au 31/12/2026.

L'inspection rappelle à l'exploitant que, conformément aux dispositions réglementaires applicables, les éléments de calcul des garanties financières doivent être transmis au préfet au moins six mois avant leur échéance, et que le renouvellement de l'acte de caution doit intervenir au minimum trois mois avant cette même échéance.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 3 : Bilan Annuel - Empoussiérement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/04/2021, article 2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution de l'air

**Prescription contrôlée :**

Le résultat de l'évaluation des émissions diffuses et les valeurs des mesures des rejets canalisés visés au paragraphe 4.1 sont transmis annuellement à l'Inspection des Installations Classées. Les valeurs des mesures des rejets canalisés visés au paragraphe 4.1 sont renseignées annuellement dans la base GEREPE conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Le résultat de l'évaluation des émissions diffuses et canalisées faite au point 2.2.2 est renseignée dans la base GEREPE si les seuils de déclaration sont dépassés.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le bilan annuel des mesures d'empoussiérement pour l'année 2025 (incluant le 4eme trimestre 2024 en moyenne glissante), conformément aux exigences de l'arrêté préfectoral. Ce bilan annuel présenté, à été transmis à l'inspection, ultérieurement à la visite, le 20 février 2026.

Résultats présentés :

- La moyenne annuelle glissante maximale enregistrée est de 298 mg/m<sup>2</sup>/j pour le 4 trimestre 2024, soit en dessous du seuil réglementaire de 350 mg/m<sup>2</sup>/j .
- Les autres trimestres glissants affichent des valeurs inférieures à ce maximum, confirmant une tendance globalement conforme.

Les résultats attestent du respect des exigences réglementaires en matière d'émissions de poussières pour l'année 2025 écoulée. Aucune dépassement du seuil n'a été constaté

L'exploitant à jusqu'au 31 mars 2026 pour remplir ces données sur la base GEREP.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra renseigner les résultats obtenus sur GEREP.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Déclaration et rapport**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/12/2012, article 2.5.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Déclaration d'Incident

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou

incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts

mentionnés à l'article E. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est

transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les

causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou

envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Dans la nuit du 21 au 22 septembre 2025, des précipitations intenses ont provoqué un ravinement du talus sur le chemin de la Couronnade, obstruant partiellement la chaussée. L'incident, sans gravité, a été signalé à la DREAL le 23 septembre 2026 (par téléphone puis courriel) et a fait l'objet d'une fiche de notification datée du 24/09/2026.

Les mesures correctives suivantes ont été mises en œuvre rapidement :

- Dégagement immédiat de la chaussée (22/09/2025) ;
- Inversion de l'inclinaison de la piste pour orienter le ruissellement vers l'intérieur du site ;
- Curage du fossé pluvial, stabilisation et ensemencement des talus, ainsi que reprise des zones non végétalisées ;
- Ensemencement des surfaces réaménagées.

L'exploitant a tenu l'inspection informée régulièrement des suites données. L'incident est désormais clos.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Registres et Plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2012, article 3.1.10
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Suivi de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et transmis à l'inspecteur des installations classées. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,</li> <li>- les bords de la fouille,</li> <li>- les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs,</li> <li>- les zones remises en état,</li> <li>- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Le plan soumis à l'inspection lors de la visite n'est pas totalement conforme aux exigences attendues pour les raisons suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence d'altimétrie sur les principales courbes de niveau ;</li> <li>• Limite d'extraction (recul de 10 m) non représentée ;</li> <li>• Parcelles cadastrales manquantes ;</li> <li>• Bords de fouilles des zones d'extraction et de remblaiement, non matérialisées.</li> </ul> Il s'agit de légères modifications à prendre en compte.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Une version corrigée du plan, devra être transmise à l'inspection sous 15 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 6 : Niveaux Acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2012, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution sonore
<b>Prescription contrôlée :</b>

#### ARTICLE 7.2.1 - VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

En dehors des tirs de mines, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

#### ARTICLE 7.2.2 - NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée, déterminées de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles :

#### Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle acoustique établi par le bureau d'études GéoEnvironnement, datant de 2024. Les résultats attestent de la conformité :

- Émergences sonores respectées (4,5 dBa au maximum pour une limite réglementaire d'émergence de 5 dBa) ;
- Niveaux conformes en limite de propriété (57dBa pour une limite réglementaire de 70 dBa).

Aucun dépassement n'a été relevé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Retentions et confinement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/12/2012, article 8.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Pollution des eaux

#### Prescription contrôlée :

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou



réipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Pour les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

#### **Constats :**

Lors de la visite, l'inspection constate que les liquides susceptibles de polluer l'environnement entreposés dans le conteneur sont correctement stockés sur rétention. En revanche, plusieurs contenants de produits polluants sont stockés à l'extérieur, posés directement sur des palettes et dépourvus de tout dispositif de rétention. Ces produits se trouvent également exposés aux eaux météoriques. Les éléments observés sont les suivants:

- deux fûts de 200litres de lubrifiants IGOL
- un bidon de 25litres de liquide de refroidissement IGOL
- douze bidons de 25litres d'huile moteur, d'après l'exploitant, non étiquetés
- un grand récipient vrac contenant environ 800litres d'un liquide biphasique non étiqueté (mélange de vidange d'huile moteur et autres liquides selon l'exploitant)
- un fût de 200litres d'un produit non identifié (non étiqueté)
- un fût de 200litres d'huile anti-adhérente Bio Natur Debitum
- un fût de 200litres d'huile moteur, d'après l'exploitant, marque Excel (non étiqueté)

Au total, 2125litres de produits susceptibles de polluer l'environnement sont ainsi entreposés hors rétention et soumis directement aux eaux pluviales.

L'exploitant reconnaît lors de la visite que ces produits devraient être stockés sur rétention et s'engage à mettre en conformité leur entreposage dans les meilleurs délais. L'absence d'étiquetage de plusieurs contenants fait l'objet d'un autre point de contrôle de ce rapport. Postérieurement à la visite, par courriel du 20/02/2026, l'exploitant indique avoir initié des actions correctives et transmet une partie des pièces justificatives. Il précise notamment:

«Concernant la zone de l'atelier, nous avons recensé les éléments suivants:

- liste des produits,
- quantités,
- lieux de stockage,
- disponibilité des FDS.

Nous avons également effectué des actions de tri et programmé les éliminations en filière des huiles usagées et matériaux souillés. Les commandes de la cuve double paroi et des rétentions manquantes ont été réalisées le 19/02/2026. Vous trouverez le détail des actions dans le fichier en pièce jointe, accompagné des pièces justificatives. Un plan sommaire de la zone permet de localiser les différents éléments. Nous continuons les actions ; je vous transmettrai l'état final.»L'inspecteur constate le 09 mars 2026, lors d'une visite du site, que l'ensemble de la non conformité de ce point de contrôle est satisfaite. L'ensemble des produits sont sur rétention et

une cuve double peau pour récupérer les huiles usagées à été mise en œuvre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit s'assurer que tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols soit équipé d'une capacité de rétention conforme aux exigences réglementaires. Bien que le stockage observé lors de la visite ne soit pas conforme, l'exploitant a réagi rapidement pour engager les actions correctives nécessaires.

L'inspection souligne toutefois qu'une non-conformité similaire avait déjà été signalée lors de la précédente visite. En conséquence, l'exploitant est averti que toute nouvelle non-conformité relative à la rétention de liquides susceptibles de polluer les eaux ou les sols fera l'objet d'une proposition immédiate de mise en demeure auprès du préfet.

**Type de suites proposées :** Sans suite